



Fédération Syndicale Unitaire
de l'Orne

CDEN

DÉCLARATION PRÉALABLE

Jeudi 2 février 2017

Mesdames, Messieurs,

Un rapport de l'OCDE de 2016 a mis en évidence d'énormes disparités du point de vue de l'investissement dans l'Éducation pour chaque pays.

En faisant un focus sur le premier degré, ces disparités expliquent les résultats PISA et la capacité ou non de chaque pays à réduire l'impact des inégalités sociales sur les résultats scolaires.

Pourquoi le Danemark a-t-il des résultats nettement meilleurs que ceux de la France ? Qu'en est-il de l'Allemagne, pays avec lequel certains politiques et économistes se plaisent à nous comparer ?

Alors que la France compte 19,4 élèves par enseignant du primaire, l'Allemagne en compte 15,4 et le Danemark 11,9.

Bien entendu, il n'est nul besoin de disserter sur les conséquences de ces taux d'encadrement.

Parallèlement, l'OCDE fait le constat que le temps d'enseignement des enseignants du primaire français est de 900h contre 800 en Allemagne et 663 au Danemark !

Ces données sont à mettre en corrélation avec la crise de recrutement spécifique à la France.

Elle peut s'expliquer par la différence de qualité de formation, des conditions de travail mais aussi de reconnaissance salariale.

La comparaison en parité de pouvoir d'achat est implacable.

Alors qu'au bout de 15 ans de carrière un enseignant du primaire français reçoit un salaire mensuel moyen de 2142 €, son homologue danois gagne 3291 € et son homologue allemand 4011 € ! Presque le double d'un enseignant du primaire français !

A l'heure où les candidats à la présidentielle fourmillent de propositions plus ou moins ingénieuses dans tous les domaines, entendre un des favoris promettre la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires dont inévitablement un nombre important dans l'Éducation Nationale est inacceptable.

Car non tous les postes de fonctionnaires ne sont pas des emplois fictifs !

Car oui, cela fait preuve d'une volonté de mettre en péril l'avenir des jeunes et des

générations futures, et notamment celui de celles et ceux qui sont issus des couches sociales les plus défavorisées.

La FSU s'opposera, comme elle l'a toujours fait, à celles et ceux qui veulent nuire à l'Éducation Nationale et à ses établissements publics qui agissent dans l'intérêt de tous.

En ce sens, elle est scandalisée par l'intervention du Vice-Président du Conseil Régional lors du CAEN d'hier qui a fait la promotion du financement à parité des lycées confessionnels sous contrat ainsi que d'inévitables diminutions de l'offre publique de formation. Sa déclaration comme quoi le vent libéral à venir serait fort et qu'il fallait que les usagers et personnels soient prévenus est inacceptable pour la FSU.

La FSU rappelle que les établissements confessionnels sous contrat n'ont pas les mêmes missions de service public que les établissements publics et ne se réservent qu'à une partie de la population.

L'Éducation Nationale doit rester un des piliers de la nation face à la montée du fascisme, du rejet des différences et du repli sur soi.

La fragiliser serait un crime contre l'intérêt de la Nation.